

Monaco, une place attractive pour les Family Office

par Lætitia Reynaud

A close-up photograph of a hand holding a fountain pen, poised to write on a document. The lighting is dramatic, highlighting the texture of the skin and the metallic tip of the pen. The background is dark, making the hand and pen stand out.

Monaco, a destination of
choice for Family Offices



Le 2 décembre 2016, le Conseil National votait une loi réglementant les multi family office, une activité qui consiste à « fournir des conseils et des services de nature patrimoniale et financière à des personnes physiques, à des familles ou à des entités juridiques appartenant à des personnes physiques ou à des familles ou dont elles sont fondatrices ou bénéficiaires ». Un texte qui était attendu par les professionnels de Monaco pour réguler, à l'image d'autres pays européens, un secteur en plein développement, mais dont les contours restent encore assez flous. Cette loi permet donc d'envoyer un signal fort à une clientèle internationale qui souhaiterait gérer son patrimoine en Principauté.

Si le concept de Family Office est né au XIX^e siècle aux États-Unis avec les grandes dynasties américaines, il s'est aujourd'hui démocratisé notamment avec les Multi Family Office et ne concerne plus seulement quelques happy few.

Selon la complexité et bien évidemment le montant de sa fortune, une famille peut avoir besoin de se structurer pour gérer au quotidien la pérennisation et le développement de son patrimoine privé. Si un Family Office a bien évidemment un coût très élevé, puisqu'il nécessite un à plusieurs salariés, il permet à la famille pour laquelle il travaille d'avoir une équipe d'experts qui lui est entièrement dédiée et qui gère en son nom toutes les problématiques liées à l'allocation d'actifs, la supervision bancaire, l'optimisation juridique et fiscale, la gestion de son parc immobilier, la planification successorale, la politique philanthropique... Dans certains cas, le Family Office dispose même d'un service de conciergerie pour organiser la vie quotidienne de ses clients. L'éventail d'activités proposées peut donc être assez large et reste surtout adapté aux besoins particuliers d'une famille. Ces services se retrouvent aussi dans les multi Family Office qui administrent le patrimoine de plusieurs familles et donne l'avantage non négligeable de pouvoir mutualiser les coûts de fonctionnement. Le rôle d'un Family Officer est d'accompagner son ou ses clients dans la gestion globale de son patrimoine en toute indépendance. Un point important pour tous les professionnels comme pour le législateur, puisque l'absence de conflit d'intérêts et la transparence doit rester une priorité. C'est d'ailleurs tout l'intérêt de ce type de structure, qui donne la possibilité à des familles de gérer son patrimoine à travers une entité qui n'a aucun lien de subordination capitalistique avec elle. Le Family Officer a ainsi pour mission d'orchestrer la gestion patrimoniale et d'apporter une vision globale tout en respectant les objectifs de son client. Son rôle est donc de coordonner tous les prestataires dont la famille a besoin comme les avocats, les notaires, les experts comptables ou les banquiers et d'offrir ainsi un conseil pertinent dans les stratégies à mener.

De nombreuses sociétés monégasques offrent déjà leurs services aux familles fortunées établies en Principauté, que ce soit au travers de leur Single Family Office ou en leur proposant des activités de Multi Family Office. Toutes s'accordent d'ailleurs à dire que Monaco pourrait devenir une place particulièrement intéressante pour les familles fortunées. En comparaison à d'autres capitales européennes, la Principauté possède de nombreux atouts, puisqu'indépendamment de sa législation et de sa fiscalité favorable, elle offre aussi à ses résidents une qualité de vie exceptionnelle. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, l'argument fiscal n'est pas le premier facteur d'attractivité, la sécurité reste aujourd'hui l'élément déterminant dans le facteur d'installation. Pour les professionnels qui déjà conseillent les familles internationales soit pour la structuration ou l'établissement de leur Family Office ou dans la gestion de leur patrimoine à travers des services de Multi Family office, Monaco doit poursuivre sa politique d'attractivité en faveur des familles en développant son écosystème de professionnels et en renforçant encore sa législation. Un pas important a d'ailleurs été franchi avec la loi sur le Droit International Privé, votée en juin dernier, qui a vraiment permis à la Principauté de s'inscrire là aussi dans la tendance européenne. Monaco, compte de nombreuses familles qui ont des intérêts dans différents pays et il est important qu'elles puissent bénéficier d'une législation claire, notamment en matière de succession, puisque la transmission patrimoniale est aussi une des problématiques que les Family Office sont censés résoudre. Faire fructifier et conserver les intérêts patrimoniaux d'une famille dans le but de les transmettre à la génération suivante fait, en effet partie des missions de ce type de structure, qui est aussi chargée d'anticiper les conflits. Les Family Office ou les Multi Family Office ont donc un champ d'actions assez large qui nécessite l'avis d'experts extérieurs à la structure et c'est aussi en cela que peut se démarquer Monaco en ayant des professionnels hyper spécialisés avec une bonne connaissance des réglementations internationales.

On 2 December 2016, the National Council voted a law regulating the Multi Family Offices, an activity which “provides advice and services concerning assets and finances to physical persons, to families or legal entities belonging to physical persons or to families, or of which they are the founders or beneficiaries”. A text which was awaited by the professionals of Monaco to regulate, as in other European countries, a sector in full development but whose contours are still quite blurred. This law therefore allows to send a strong signal to an international clientele that wishes to manage its assets in the Principality.

The Family Office concept was born in the nineteenth century in the United States with the great American dynasties, but has now become democratised, in particular with the Multi Family Offices, and no longer concerns only the happy few.

Depending on the complexity and of course the amount of its fortune, a family may need to structure itself to manage the perpetuation and development of its private assets on a daily basis. A Family Office of course has a very high cost, since it requires one to several employees, but it allows the family for which it works to have a team of experts that is entirely dedicated and that manages on its behalf all the problems related to asset allocation, banking supervision, legal and tax optimisation, the management of its property portfolio, estate planning, philanthropy policy... In some cases, the Family Office even provides a concierge service to organise the daily life of its clients. The range of activities proposed can therefore be quite broad and remains especially adapted to the specific needs of a family. These services are also available in the Multi Family Offices, which administer the assets of several families and offer the significant advantage of being able to share the operating costs. The role of a Family Officer is to accompany his client or clients in the overall management of their assets in total independence. This is an important point for all professionals like for the legislator, since transparency and the absence of conflicts of interest must remain a priority. And this is the interesting thing about this kind of structure, which enables families to manage their assets through an entity with which they have no relationship of subordination of capital. The Family Officer’s mission, therefore, is to orchestrate the asset management and provide a global vision while respecting his client’s objectives. His role is therefore to coordinate all the providers that the family needs, such as lawyers, notaries, certified accountants or bankers and to thus offer relevant advice on the strategies to be conducted.

Many Monegasque companies are already offering their services to the wealthy families established in the Principality, either through their Single Family Office or by providing them with the Multi Family Office activities. They all agree to say that Monaco could become a particularly interesting place for wealthy families. The Principality presents many advantages in comparison with other European capitals, because in addition to its legislation and its favourable taxation system, it also offers its residents an exceptional quality of life. Contrary to what one might imagine, the tax argument is not the first factor of attractiveness. Nowadays, security remains the determining element in the decision to settle. For professionals who are already advising international families, either for the structuring or for the establishment of their Family Office or in the management of their assets through Multi Family Office services, Monaco must continue its policy of attractiveness in favour of families by developing its

ecosystem of professionals and by further strengthening its legislation. An important step has been taken with the Act on Private International Law, passed last June, which has really allowed the Principality to once again follow the European trend. Monaco, has many families with interests in different countries and it is important for them to benefit from a clear legislation, in particular on the subject of inheritance, since the transmission of assets is also one of the problems that the Family Offices are supposed to solve. Making the patrimonial interests of a family grow and retaining them with the aim of passing them on to the next generation is indeed one of the missions of this type of structure, which also needs to anticipate conflicts. The Family Offices or the Multi Family Offices therefore have a rather broad field of action which requires the opinion of experts that are external to the structure. This is another point on which Monaco can differentiate itself, by having hyper specialised professionals with a good knowledge of international regulations.

